



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le seize décembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 10 décembre 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 24

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Andrée BAR, Aliko PERENDOUKOU, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 8

Édith LEROUX donne pouvoir à Agnès SIBILLE
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX
Philippe QUERNE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Virginie VANDAELE donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 16 décembre 2024

M_DL241216_191

COMMERCES - DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE - DÉROGATIONS MUNICIPALES AU PRINCIPE DE REPOS DOMINICAL DES SALARIÉS - ANNÉE 2025 - AVIS

Madame Pascale GALAIS, Adjointe au maire, présente le principe des dérogations municipales au repos dominical qui a été établi pour permettre aux branches commerciales concernées d'exercer leur activité exceptionnellement les dimanches de forte activité commerciale. L'article L. 3132-26 du code du travail donne compétence au Maire pour accorder, par arrêté municipal avant le 31 décembre, pour l'année suivante, aux établissements de commerce de détail, où le repos a lieu normalement le dimanche, jusqu'à 12 dérogations par année civile au repos dominical contre 9 en 2015 et 5 auparavant. Cette augmentation résulte de la loi du 6 août 2015 relative à la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi Macron.

Conformément aux articles L.3132-26 et R.3132-21 du code du travail, l'arrêté municipal accordant une telle dérogation au repos dominical doit être pris après avis des organisations d'employeurs et de salariés intéressées et du conseil municipal. Au-delà de 5 dimanches concernés, la décision du Maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'EPCI dont la commune est membre.

Les organisations syndicales d'employeurs et de salariés intéressées ont été consultées par courrier en date du 27 septembre 2024. Les syndicats FO et la Fédération Nationale des détaillants en Chaussures de France ont donné un avis défavorable. La Fédération des Enseignes de l'Habillement a donné un avis favorable. Les syndicats CFE-CGC, CFDT, CGT, CFTC n'ont pas répondu.

Il est proposé d'autoriser l'ouverture pour 5 (cinq) dimanches suivants en 2025 :

- 30 novembre 2025
- 7, 14, 21 et 28 décembre 2025 (dimanches précédents Noël et Jour de l'An)

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code du travail, notamment ses articles L.3132-25, L.3132-26 à L.3132-27-1 et R.3132-21 ;

VU la consultation des organisations d'employeurs et d'employés intéressées en date 29 septembre 2024 ;

CONSIDÉRANT

- Que dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé, pour chaque commerce de détail, par décision du maire, prise après avis du conseil municipal ;
- Que le nombre de ces dimanches ne peut excéder douze par année civile ;
- Que la Chambre de commerce et d'industrie Seine Estuaire a sondé les commerces de détail pour l'année 2025 ;

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

- Que la ville de Montivilliers lors de la réunion de concertation à la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole a proposé des ouvertures pour 5 (cinq) dimanches en 2025 :

- 30 novembre 2025
- 7, 14, 21 et 28 décembre 2025 (dimanches précédant Noël et Jour de l'An)

Sa commission municipale n°6, Attractivité du territoire et Urbanisme, réunie le 11 décembre 2024, consultée

VU le rapport de Madame **Pascale GALAIS**, Adjointe au Maire en charge de la Vie économique, des Commerces, de l'Attractivité du territoire et de l'Accès aux soins ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- D'émettre un avis favorable pour les 5 dérogations au principe de repos hebdomadaire dominical des salariés pour l'ensemble des commerces de détail de la Ville aux dates suivantes : 30 novembre, 7-14-21 et 28 décembre 2025

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

